

INTRODUCTION	7
A. La représentation dominante du droit du travail ..	7
B. Le programme d'un réexamen critique du droit du travail	15
 <i>1^{re} PARTIE : LA GENÈSE DU DROIT DU TRAVAIL</i>	23
(<i>par A. Roudil</i>)	
 I. Les équilibres instables de la République	27
A. Le droit du travail ou l'exploitation contrôlée	28
a) La libération du travail	29
b) Le travail protégé	32
B. Le droit du travail ou l'échec d'une intégration politique	34
a) La combativité ouvrière	35
b) L'équilibre des forces en présence	37
 II. La politique de l'Etat	40
A. Le droit du travail, corollaire de l'intervention de l'Etat	40
B. L'intervention de l'Etat et le droit constitué	43
a) La différenciation du droit	43
b) L'unité du droit du travail	45
 III. L'attitude du mouvement syndical	47
A. La revendication de droits	48
B. Le droit situé	50

II^e PARTIE : LA PRATIQUE DU DROIT DU TRAVAIL	55
Chapitre 1 : EFFECTIVITÉ OU INEFFECTIVITÉ DE LA PROTECTION LÉGALE	59
<i>(par R. Dhoquois et A. Jeammaud)</i>	
I. L'ineffectivité des dispositions protectrices	63
A. Les incertitudes du droit	63
B. Les zones de non-droit	66
C. Les échappatoires : les habiletés patronales	68
D. Les pressions	78
II. L'ineffectivité des sanctions	79
A. Les faiblesses de la sanction judiciaire	79
B. Les insuffisances de l'inspection du travail	83
a) L'ambiguïté de l'institution	83
b) L'insuffisance des moyens	84
c) Les pressions hiérarchiques	86
Chapitre 2 : LE JURIDIQUE DANS LES CONFLITS SOCIAUX	89
<i>(par A. Roudil)</i>	
I. L'action avec le droit	91
A. La perspective des organisations ouvrières	91
a) Une politique du juridique	92
b) Les principes et moyens d'une politique	96
B. Le patronat et l'Etat	99
a) L'usage d'une légitimité	99
b) La protection d'une légitimité	102
II. L'action mise en situation par le droit	105
A. Le travail du droit sur l'espace	106
a) L'occupation de l'espace	107
b) Le rapport des antagonistes à l'espace	109
B. Le travail sur le temps	111
Chapitre 3 : LE TRAITEMENT DES QUESTIONS DE DROIT. JURIDISSIME ET IDÉOLOGIE	117
<i>(par F. Collin et P.-H. Goutierre)</i>	

I. Les enjeux des questions de droit	118
A. Les enjeux clairs : l'interprétation de la loi du 13 juillet 1973	119
B. Les enjeux équivoques : la controverse sur le contrôle judiciaire des licenciements économiques	122
II. Emergence des choix politiques et idéologiques dans la rationalité juridique	125
A. La construction théorique des principes et des concepts	125
a) Premier exemple : l'idéologie de l'entreprise	125
b) Deuxième exemple : l'idéologie de la neutralité	129
B. La sélection des problématiques et des normes ..	132
a) Premier exemple : le choix des normes rela- tives à l'occupation des lieux de travail acces- soirement à la grève	132
b) Deuxième exemple : le choix de la problé- matique civiliste en faveur du contrôle médi- cal patronal	135
III. Les choix idéologiques trahis par l'incohérence du discours juridique	142
A. Le juriste pris en défaut de cohérence	142
B. Le juriste pris au piège du légalisme	146
<i>III^e PARTIE : LES FONCTIONS DU DROIT DU TRA- VAIL</i>	149
<i>(par A. Jeammaud)</i>	
<i>Chapitre 1 : LE DROIT DU TRAVAIL DANS LA CONSTITUTION DES RAPPORTS CAPITALISTES DE PRODUCTION</i>	157
I. L'expression juridique déformante des rapports de production	159
A. Travail salarié, capital, Etat	159
a) Les rapports sociaux du mode de production capitaliste	160
b) L'Etat dans le mode de production capitaliste	164

B. Les relations juridiques du travail	167
a) Eclatement	167
b) Travestissement	172
c) Coupe	175
II. Le conditionnement juridique des rapports de production	178
A. La médiation juridique de l'exploitation de la force de travail	179
a) Liberté du travail et organisation de la force de travail en marchandise	179
b) Une forme contractuelle pour l'exploitation de la force de travail	186
c) L'appropriation réelle par la subordination du salarié	188
B. Le jeu des dispositions protectrices	190
a) Le respect de l'essentiel	191
b) La transparence du droit du travail développé	195
C. Les corollaires de la médiation juridique	200
a) Les aléas de la domination par le droit	200
b) La neutralisation des formes juridiques	203
 <i>Chapitre 2 : LE DROIT DU TRAVAIL DANS LA SAUVEGARDE DE LA DOMINATION CAPITALISTE</i>	209
I. Droit du travail et reproduction	210
A. Droit du travail et reproduction des rapports de production	210
a) Juridiction des relations de travail et reproduction	211
b) Substance du droit du travail et reproduction	217
B. Droit du travail et reproduction des forces productives	225
a) Protection, entretien et formation de la force de travail	226
b) Le droit du travail, modalité de la gestion étatique de la force de travail	232

II. Droit du travail et protection de la domination de classe	235
A. Le droit du travail dans la recherche du consensus social	235
a) « Progrès social » et conservation sociale	235
b) Le thème de l'autonomie du droit du travail	239
B. La police de la lutte des classes par le droit du travail	243
a) L'encadrement normatif de l'action ouvrière	243
b) Les voies du contrôle social en droit du travail	251
 IV^e PARTIE : LA CRISE ACTUELLE DU DROIT DU TRAVAIL	255
(<i>par G. Lyon - Caen</i>)	
 I. Permanences	257
a) Les deux thèses sur le droit du travail	257
b) La technique juridique	258
c) Droit du travail et droit « commun »	260
d) La négociation et l'action	260
e) Un tripartisme complexe	261
II. Crises	262
a) Les reculs	262
b) L'emploi précaire	264
c) L'emploi et les procédures d'exécution collective	265
d) La réduction du coût de la force de travail	265
III. Nouveaux départs	266
a) L'organisation internationale	267
b) Une meilleure information	267
c) Vers une nouvelle légalité	268
d) Le rôle majeur des juges	268
e) La réduction de la durée du travail	269
f) La démocratie dans l'entreprise	270
 CONCLUSION	273